

MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'ANNÉE 2018 A ÉTÉ ASSEZ MOUVEMENTÉE POUR LES PRODUCTEURS DE LAIT. NOUS AVONS ÉTÉ ÉPROUVÉS PAR LA BAISSÉ DE NOS REVENUS, PAR DES RAJUSTEMENTS, MAL ACCUEILLIS PAR CERTAINS, MAIS NÉCESSAIRES, DE NOTRE DROIT DE PRODUIRE ET PAR LA CONCLUSION D'UN TROISIÈME ACCORD COMMERCIAL À NOS DÉPENS.



Le prix du lait s'est détérioré en début d'année jusqu'à atteindre un creux historique de 64,12 \$ par hectolitre de référence en avril. Devant ces revenus nettement insuffisants, Les Producteurs de lait du Québec ont demandé à la Commission canadienne du lait (CCL) d'agir rapidement pour rajuster le prix de vente de lait des classes régulières. Il a fallu faire preuve de leadership pour rallier les autres provinces et bâtir un consensus autour de la demande. La décision favorable de la CCL a permis un certain redressement à compter de septembre.

Après quelques années de forte croissance, la demande du marché a ralenti. Alors que les producteurs avaient eu du mal à suivre le rythme des augmentations de quota depuis 2015, au début de 2018, le lait était au rendez-vous et les journées de tolérance accumulées avaient le potentiel de provoquer un déséquilibre important entre l'offre et la demande. Il a fallu rajuster le droit de produire à deux reprises, en mai, de 1,5 %, et en juillet, de 3,5 %, pour rééquilibrer la production et les besoins.

Mais le dossier qui a mobilisé le plus de ressources de notre organisation a sans l'ombre d'un doute été celui de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). À l'automne, malgré tous nos efforts, nos activités de relations publiques et l'appui de tous les partis politiques québécois, de nos partenaires et de nos alliés, le Canada a cédé aux pressions américaines. Après l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne, en 2013, et l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) en janvier 2018, le Canada a conclu l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) en septembre. Un 3^e accord obtenu à nos dépens par le gouvernement canadien.

C'est 8,4 % de la production canadienne qui a été cédé à perpétuité. L'équivalent de 800 millions de litres de lait ou la production de 1 200 fermes moyennes du Québec qui ne seront plus produits ici. Le Canada a aussi accepté de plafonner nos exportations de poudre de lait et d'éliminer la classe 7. Cette classe, c'était la réponse de l'industrie laitière à l'inaction du gouvernement dans le contrôle des importations de lait diafiltré. Elle nous permettait d'offrir à nos transformateurs des ingrédients laitiers canadiens à prix concurrentiel. Le Canada a ainsi cédé en partie sa souveraineté politique et plongé le secteur laitier dans l'incertitude.

Nous tenons le gouvernement canadien entièrement responsable de tous les impacts négatifs découlant de ces accords. Il doit nous indemniser entièrement et justement pour ces pertes.

Malgré ces coups durs, le secteur laitier a continué à faire preuve de dynamisme, de résilience et d'innovation. Au Québec

seulement, les producteurs de lait ont investi plus d'un demi-milliard de dollars annuellement au cours des trois dernières années pour moderniser leurs installations, leurs équipements et leur machinerie. Ces investissements génèrent des retombées économiques considérables dans nos régions et permettent d'améliorer la productivité de nos fermes.

La mise à jour de l'analyse du cycle de vie de la production laitière, publiée par Les Producteurs laitiers du Canada, démontre d'ailleurs que les producteurs de lait ont réduit l'impact environnemental de la production, notamment en améliorant leur productivité. Entre 2011 et 2016, l'empreinte carbone d'un kilo de lait produit au Canada a diminué de 7,3 %, la quantité d'eau consommée de 5,6 % et la superficie de terres nécessaires pour le produire de 10,9 %. Pour le Québec, la baisse a été de 8,7 % pour l'empreinte carbone, de 12,5 % pour l'eau et de 16,2 % pour l'utilisation des terres.

Ces résultats remarquables démontrent bien l'engagement environnemental des producteurs pour les générations futures. C'est d'autant plus important dans un contexte où la protection de l'environnement fait partie des principales préoccupations des consommateurs. C'est aussi la preuve éclatante que la gestion de l'offre, en plus d'être une politique agricole assurant un juste revenu du marché aux producteurs, sans subventions, d'éviter la production de surplus et de favoriser la production locale d'aliments de grande qualité, permet l'amélioration de la productivité et l'adoption de pratiques favorables pour l'environnement.

La signature de l'ACEUM à nos dépens a généré une vague d'appui sans précédent de consommateurs, désireux de nous encourager en achetant des produits d'ici. Il faut continuer de mériter cette confiance. Les consommateurs veulent savoir d'où viennent leurs aliments et surtout comment ils sont produits. Notre programme proAction nous permet d'améliorer et de démontrer nos bonnes pratiques en matière de qualité, de salubrité, de bien-être animal et de traçabilité. En 2019, nous mettrons en place le volet biosécurité qui sera suivi du volet environnement. Ce faisant, nous démontrons notre engagement dans un processus transparent d'amélioration continue.

Malgré les mauvaises nouvelles de la dernière année, il y a toujours un bel avenir pour la production laitière québécoise et canadienne. Notre système de gestion de l'offre, bien qu'écorché, a été préservé pour l'essentiel. On nous a promis que nous serions épargnés dans les prochaines négociations. Tout comme vous, je ne me fie plus aux promesses. C'est pourquoi nous allons surveiller de près ces négociations et ne rien négliger pour que ces engagements soient respectés.

Nous évoluons dans un contexte de forte concurrence de produits alimentaires de substitution de toute provenance, mais notre produit continue d'être reconnu par la science comme étant de très grande qualité. Conserver notre place dans l'assiette des Canadiens sera dans les prochaines années un défi de taille que nous devons relever, en filière, avec tous nos partenaires. Nous avons vu avec la refonte du guide alimentaire que certaines données scientifiques n'ont pas été prises en compte pour les produits laitiers. Les connaissances en matière de nutrition sont complexes et en constante évolution. Il faudra s'assurer que Santé Canada ajuste ses recommandations en fonction des données probantes les plus récentes.

En terminant, je voudrais souligner le dévouement des administrateurs et de nos employés ainsi que la solidarité des producteurs. L'année 2018 a demandé beaucoup d'énergie. C'est en continuant de travailler ensemble que nous pourrons affronter les prochains défis.



Bruno Letendre, président

MESSAGE FROM THE CHAIR

2018 WAS A FAIRLY EVENTFUL YEAR FOR MILK PRODUCERS. WE WERE TESTED BY LOWER REVENUE, NECESSARY YET NOT ENTIRELY POPULAR QUOTA ADJUSTMENTS, AND THE CONCLUSION OF A THIRD TRADE AGREEMENT AT OUR EXPENSE.

The price of milk declined early in the year and fell until it hit a historic low of \$64.12 per reference hectolitre in April. In response to the noticeably insufficient revenue, Les Producteurs de lait du Québec requested the Canadian Dairy Commission (CDC) to take swift action and adjust the selling price of milk for the regular classes. We had to show leadership to rally the other provinces and build consensus around this request. The CDC's affirmative decision helped improve the situation somewhat starting in September.

After a few years of solid growth, demand slowed in the market. While producers have had a hard time keeping up with the pace of the quota increases since 2015, in early 2018, milk production was at full strength and the accumulated tolerance days had the potential to cause a major imbalance between supply and demand. Production entitlement had to be adjusted twice, in May by 1.5%, and in July, by 3.5%, to restore balance between production and needs.

But the issue that kept our organization's resources the busiest was without a shadow of a doubt the North American Free Trade Agreement (NAFTA) renegotiation. In the fall, despite all our efforts, our public relations activities and the support of all Quebec political parties, our partners and our allies, Canada gave in to the pressure from the United States. After the Comprehensive and Economic Trade Agreement (CETA) with the European Union in 2013 and the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) in January 2018, Canada concluded the Canada-United States-Mexico Agreement (CUSMA) in September. This was the 3rd agreement that Canada has concluded at our expense.

It permanently conceded 8.4% of Canadian production. The equivalent of 800 million litres of milk, or the production of 1,200 average-sized farms in Quebec, will no longer be produced here. Canada also agreed to place a ceiling on our milk powder exports and eliminate Class 7, which was the dairy industry's response to the government's inaction in controlling diafiltered milk imports. This class enabled us to offer Canadian dairy ingredients to our processors at competitive prices. By making these concessions,

Canada gave away some of its political sovereignty and plunged the dairy industry into uncertainty.

We hold the Canadian government entirely responsible for all the negative impacts from these agreements. It owes us full and fair compensation for these losses.

Despite these hard knocks, the dairy industry continued to be dynamic, resilient and innovative. In Quebec alone, milk producers have invested over half a billion dollars annually in the last three years to upgrade their facilities, equipment and machinery. These investments generate considerable economic benefits for our regions and help improve the productivity of our farms.

Incidentally, the updated life cycle assessment of dairy production published by Dairy Farmers of Canada shows that milk producers have reduced the environmental impact of production, in particular by improving their productivity. Between 2011 and 2016, the carbon footprint of one kilo of milk produced in Canada decreased by 7.3%, the quantity of water consumed by 5.6% and the area of land used for production by 10.9%. In Quebec, the decrease was 8.7% for the carbon footprint, 12.5% for water and 16.2% for land use.

These outstanding results truly show producers' commitment to the environment for future generations, which is especially important at a time when environmental protection is one of the main concerns of consumers. They also serve as resounding proof that supply management as an agricultural policy does more than just provide a fair income from the market, without subsidies, to producers; it also prevents surplus production, promotes high-quality local food production, helps improve productivity and fosters the adoption of environmentally-friendly practices.

The fact that the CUSMA was signed at our expense created an unprecedented outpour of support from consumers, who want to encourage us by buying local products. We need to keep earning their trust. Consumers want to know where their food comes from and especially how it is produced. Our proAction program allows us to improve and demonstrate our good practices in quality, food safety, animal care and traceability. In 2019, we will implement the biosecurity module, which will be followed by the environmental module. In doing so, we will demonstrate our commitment to a transparent continuous improvement process.

Despite the bad news last year, Quebec and Canadian dairy production still has a promising future. Our supply management system may be scarred, but its essence is still intact. We were promised that we would be spared in the next negotiations. Just like you, I no longer trust the promises. That is why we will closely monitor future negotiations and spare no effort to ensure that the government keeps its word.

While we operate in a highly competitive context where food substitutes are coming at us from all directions, science nevertheless continues to recognize the very high quality of our product. Keeping our spot on Canadian plates will be a huge challenge in the coming years, a challenge that we will have to meet as an industry with all our partners. In the revised food guide, some scientific evidence was not taken into account for dairy products. Nutrition knowledge is complex and constantly developing. We will need to make sure that Health Canada adjusts its recommendations based on the most recent scientific evidence.

In closing, I would like to thank our directors and employees for their dedication and our producers for their solidarity. 2018 was a year that demanded a lot of energy. By continuing to work together, we will be able to meet the coming challenges.



Bruno Letendre, Chair